

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 209
JEUDI 13 DÉCEMBRE 73

A Pékin

Nos délégués reçus par les dirigeants du Parti Communiste chinois



Notre camarade Jacques Jurquet, entouré des camarades Chou En-lai Wang Hong-wen, vice-présidents du Parti communiste chinois et membres du Comité permanent du Bureau politique, de la camarade Kiang Tsing, membre du B.P. et des camarades Keng Piao et Feng Hsiuan, membres du Comité central.

**POUR UNE MANIFESTATION DE MASSE
CONTRE LE MEETING
FASCISTE DU 19**

(pp. 6 et 7) **Entretien
avec un membre
du Bureau Politique
du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili**

Éditorial

Une délégation de marxistes-léninistes de notre journal a été reçue en Chine sur invitation du Comité central du Parti communiste chinois.

Cette délégation était conduite par le camarade Jacques Jurquet.

Nos délégués ont eu des entretiens empreints de profonds sentiments révolutionnaires avec de hauts dirigeants du P.C.C., notamment les camarades Chou En-laï, Wang Hong-wen, vice-présidents du C.C. et membres du Comité permanent du Bureau politique du C.C., la camarade Kiang Tsing, membre du Bureau politique, les camarades Keng Piao, Feng Hsiuan, membres du C.C. et d'autres éminents camarades chinois.

Ce n'est pas la première fois qu'une délégation des marxistes-léninistes de France rencontre des dirigeants du Parti communiste chinois sur invitation du Comité central. Cependant notre délégation de cette année s'est rendue en Chine au lendemain du X^e Congrès du P.C.C. qui a marqué notamment un grand succès sur le révisionnisme moderne, à un moment où sur le plan mondial de grands bouleversements, de grandes luttes révolutionnaires sont en cours.

La fraternité de combat des marxistes-léninistes chinois et français témoigne des principes révolutionnaires prolétariens qui régissent les rapports entre organisations marxistes-léninistes sœurs. Comment ne pas y être particulièrement sensible quand on sait la longue expérience révolutionnaire du P.C.C. et la jeunesse de l'organisation d'avant-garde dans notre pays ! Comment ne pas apprécier comme une preuve de l'idéologie prolétarienne qui anime le P.C.C. le fait qu'un parti au pouvoir, et au pouvoir dans un très grand pays, traite les organisations sœurs sur un pied d'égalité, quand on sait les rapports de supériorité méprisante de maître à valet qui règlent les relations entre les partis révisionnistes et le P.-C. d'Union soviétique !

C'est que pour les marxistes-léninistes, comme l'a souligné le président Mao :

« LA JUSTESSE DE LA LIGNE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE EST DETERMINANTE EN TOUT. »

Et le camarade Chou En-laï a ajouté au X^e Congrès du P.C.C. :

« Si la ligne n'est pas juste, on est voué à l'échec, même si l'on détient la direction à l'échelon de l'autorité centrale et des instances locales et dans l'armée. Si la ligne est juste on aura des soldats même si l'on en a pas encore un seul, et on aura le pouvoir même si on ne le possède pas encore. Voilà ce qui ressort de l'expérience historique de notre Parti, aussi bien que celle du mouvement communiste international depuis Marx. »

Ainsi l'accueil de notre délégation en Chine, sa rencontre avec des dirigeants du P.C.C. constituent un profond encouragement pour nous, un stimulant pour aller de l'avant avec toujours plus d'ardeur dans la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme, le révisionnisme moderne et toute la réaction, pour la victoire de la révolution prolétarienne dans notre pays et de la révolution mondiale.

De plus en plus d'ouvriers avancés, de travailleurs manuels et intellectuels prennent conscience de la nécessité de cette lutte. A leur intention et à celle de tous nos camarades et sympathisants, nous rappelons comme un exemple la biographie du camarade Jacques Jurquet, chef de la délégation de notre journal qui s'est rendue en Chine, biographie instructive à plus d'un titre (voir ci-contre).

D'abord parce que c'est en 1941 que le camarade Jacques Jurquet demande son adhésion au Parti communiste français, il a alors 19 ans et la France vit à l'heure des hordes nazies. Ce n'est pas par hasard si le chef de file des révisionnistes, Georges Marchais, loin de pouvoir se réclamer d'une telle adhésion dans les heures sombres a été contraint d'essayer de démentir sa participation au S.T.O. Mais il y a plus important : cette adhésion au communisme, alors que la victoire n'était pas en vue mais demandait à être conquise par des dizaines de milliers de héros sortis des masses, le camarade Jurquet n'allait jamais la renier. Au moment où les dirigeants du P.-C.-F. emboîtèrent le pas aux révisionnistes khrouchtchéviens et jetèrent par-dessus bord le marxisme-léninisme, la fidélité aux enseignements révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine et Staline, le camarade Jurquet ne suivit pas servilement la ligne révisionniste, mais il la combattit. Dans la pratique d'abord, par son soutien actif au F.L.N. et à la résistance héroïque du peuple algérien, par son soutien à la juste ligne des camarades chinois et albanais, en 1963, ensuite.

Animé par un profond esprit de parti en même temps que par sa fidélité à ses convictions communistes, il travailla d'abord, en respectant les principes d'organisation de son parti, à persuader ses camarades de leur erreur. C'est alors que les dirigeants responsables de la ligne révisionniste adoptée par le P.-C.-F. Intervinrent pour l'exclure bureaucratiquement. Coup rude, que seuls de vieux militants d'un parti prolétarien attachés à leur parti par mille liens de toute une vie de communiste peuvent comprendre. Combien d'autres camarades allaient connaître, tel François Marty, le même coup.

Cependant le camarade Jurquet, comme le regretté camarade François Marty, contrairement à ce qu'espéraient les dirigeants du parti révisionniste, n'allait pas se taire et cesser le combat pour la révolution prolétarienne et pour le triomphe du marxisme-léninisme. C'était là une attitude juste foncièrement communiste. Dans son « Rapport sur la modification des statuts du Parti » présenté devant le X^e Congrès du P.C.C., le camarade Wang Hong-wen a déclaré :

« Quand il y va de la ligne, quand c'est la situation dans son ensemble qui est en cause, un vrai communiste doit agir sans aucune considération égoïste et aller à contre-courant, sans craindre d'être destitué, exclu du Parti, jeté en prison, contraint au divorce ou passé par les armes. »

Amenés par les faits à constater le caractère irréversible de la dégénérescence révisionniste du P.-C.-F., le camarade Jurquet et d'autres camarades, stimulés

sur le plan international par l'inflexibilité et le courage des marxistes-léninistes de Chine, d'Albanie et d'autres pays, entreprirent de redonner au prolétariat de France l'outil indispensable pour mener à bien sa mission historique : le renversement de la bourgeoisie, l'instauration du socialisme et du communisme.

Ces camarades montrèrent immédiatement que la tâche prioritaire pour tout révolutionnaire prolétarien était la création et l'édification en France d'un authentique Parti communiste, un parti de type léniniste, doté d'une ligne juste sur le plan idéologique et politique. En s'engageant dans cette voie et en lançant un appel à tous les marxistes-léninistes à en faire autant, ces camarades refusaient de lutter en paroles seulement contre la ligne révisionniste, mais ils s'attelaient dans la pratique à construire l'instrument indispensable de cette lutte : un nouvel état-major prolétarien de combat capable d'orienter la lutte du prolétariat dans chaque situation concrète sans perdre de vue l'objectif final, cela était et demeure indispensable pour combattre l'influence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers et fournir à tout notre peuple la voie de la victoire.

Ce fut alors, en 1964, le début d'un processus nouveau qui conduisit, sous l'impulsion du camarade Jurquet, à la fondation de la Fédération des cercles marxistes-léninistes puis à la constitution du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste), et enfin, en 1967, à la création historique du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Chaque étape fut préparée par une analyse sérieuse de la société française comme des tâches à accomplir par les marxistes-léninistes. Chaque pas dans la pratique permit d'approfondir la compréhension de la nature du révisionnisme moderne comme des moyens à mettre en œuvre pour le mettre en échec. Chaque pas dans la compréhension de la situation et des diverses contradictions du monde actuel et de notre société permit d'avancer dans la pratique en renforçant l'organisation des marxistes-léninistes. Chaque erreur commise fut l'occasion d'une meilleure compréhension et d'une rectification.

En tous les cas, l'ennemi de classe du prolétariat ne s'y trompe pas. Les marxistes-léninistes s'étaient fixé comme tâche d'arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne. Dès lors, le Parti révisionniste multiplia les menaces, les calomnies, les agressions. Pratiquant l'attaque de l'extérieur conjuguée avec l'infiltration d'agents dans les rangs marxistes-léninistes, ils tentèrent de diviser et de détruire la jeune organisation. Les représentants du capital monopoliste n'étaient pas en reste : le 12 juin 1968 le P.C.M.L.F. fut interdit.

Les marxistes-léninistes n'en continuent pas moins le combat. A travers notre journal, la voix de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat parvient aux travailleurs avancés.

Aujourd'hui, surtout après l'échec sanglant de la « voie pacifique » au Chili, nombre de membres et de sympathisants du Parti révisionniste, nombre de jeunes progressistes aussi, discernent, à des degrés variables, que la ligne imposée par les dirigeants du P.-C.-F. est antimarxiste, antiléniniste, qu'elle conduit à la défaite et même qu'elle veut utiliser le prolétariat et les masses populaires à des fins non révolutionnaires, et au fond contre-révolutionnaires.

A tous ces camarades, nous nous adressons et nous les invitons à réfléchir sur l'expérience des marxistes-léninistes comme sur l'exemple du camarade Jurquet.

Au début de leur lutte contre la ligne révisionniste, les camarades fondateurs de la Fédération des cercles marxistes-léninistes, pleins de confiance dans leurs camarades communistes encore dans le P.-C.-F. furent persuadés que la masse des militants allait rejeter la ligne erronée de Khrouchtchev et de Thorez et reconnaître la justesse des thèses marxistes-léninistes formulées par les camarades chinois dans les « Propositions concernant la ligne générale du Mouvement communiste international ».

Cette rupture massive immédiate entre l'opportunisme et le marxisme-léninisme ne se produisit pas. Les conditions objectives d'alors n'étaient pas favorables à un tel phénomène : la « paix sociale » relative et ses bases économiques étaient une cause non négligeable de l'aveuglement de nombre de communistes.

Cependant, avec l'approfondissement de la crise générale du capitalisme, avec le développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat, beaucoup parmi ceux qui sont abusés par la ligne révisionniste prendront conscience de leur erreur. L'avenir, quel que soit l'orgueil dont se gonfle Georges Marchais, n'appartient pas au révisionnisme, il appartient au marxisme-léninisme.

Dans ce processus en cours, nécessairement prolongé, nous ne pouvons pas négliger l'influence capitale du Parti communiste chinois et de son grand dirigeant le camarade Mao Tsé-toung. Les victoires remportées par la ligne rouge du président Mao en Chine même, la démonstration éclatante, faite lors de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et dans la lutte contre la clique de Lin Biao, que la victoire du révisionnisme n'est pas inéluctable, mais que le marxisme-léninisme finit par l'emporter, le soutien internationaliste de la Chine aux peuples du monde opposés aux crimes des sociaux-impérialistes soviétiques, tout cela a profondément contribué au prestige de la République populaire de Chine et par là-même au prestige du marxisme-léninisme. Ce prestige n'est pas pour rien dans l'évolution des consciences dans notre pays : facteur extérieur certes, mais facteur à ce point déterminant que les révisionnistes modernes et les groupes antiparti ultra gauchistes ont toujours cherché à briser les liens de combat qui unissent les marxistes-léninistes chinois aux marxistes-léninistes de France. Ils ont toujours échoué et l'on peut être persuadé qu'ils échoueront encore dans l'avenir.

VIVE LE GRAND ET GLORIEUX PARTI COMMUNISTE CHINOIS !

VIVE L'UNITE DE COMBAT DES MARXISTES-LENINISTES DU MONDE ENTIER !

A BAS LE REVISIONNISME MODERNE !

VIVE LE MARXISME-LENINISME !

Le 11-12-73

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
TIRANA	6 h	
	16 h	
	17 h	
	19 h	sur 31 et 42 m ;
	21 h	
	22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
	23 h 30	sur 31 et 41 m.

A propos du 6 décembre

Nous avons souligné voici quinze jours le double aspect de la journée du 6 décembre, manifestation de la colère des masses et opération révisionniste et réformiste pour utiliser la juste indignation des travailleurs contre l'aggravation de leurs conditions de vie et d'existence à des fins politiques réactionnaires.

Pour cette raison notre journal préconisait la participation des marxistes-léninistes et de tous les ouvriers conscients à la grève générale mais avec l'objectif bien clair d'en dévoiler le contenu politique. Pour nous il s'agissait de mettre en évidence non seulement l'écart entre les paroles et les actes des leaders syndicaux et politiques du type Séguy, Marchais et Mitterrand qui se sont opposés jusqu'à maintenant aux luttes dures parties de la base, du genre Lip, mais aussi et surtout de montrer leur volonté de faire de la journée du 6 une répétition pour leur arrivée au pouvoir.

Pour cette raison les marxistes-léninistes ont tenu à constituer des cortèges autonomes lors des manifestations de masse qui ont marqué la journée, traçant ainsi une ligne de démarcation nette entre les cortèges syndicaux et trotskistes, essentiellement dominés par le réformisme bourgeois, et les représentants du prolétariat révolutionnaire.

Les militants de *L'Humanité rouge* ont mis en avant non seulement la nécessité de lutter contre la vie chère non seulement par le combat de classe et de masse dans les entreprises, mais aussi et surtout la nécessité de refuser toute proposition de « réforme » dans le cadre du système capitaliste et toute solution de rechange politique bourgeoise à la crise générale du capitalisme.

C'est ainsi que les mots d'ordre des marxistes-léninistes s'opposaient sur tous les plans aux mots d'ordre des dirigeants révisionnistes, réformistes et trotskistes.

1) Sur la forme des luttes :

« Classe contre classe dans les entreprises pour imposer des augmentations de salaire » était opposé aux mots d'ordre du type : « Contre la vie chère échelle mobile des salaires » mot d'ordre qui propage l'illusion d'une augmentation réelle des salaires automatique, sans luttes des masses, et qui est au fond un mot d'ordre de collaboration de classe.

2) Sur la nature des revendications immédiates :

Aux propositions d'amélioration du système capitaliste par des « réformes » du type : « Contre la vie chère, réduction des dépenses parasitaires de l'Etat », les marxistes-léninistes, qui ne sont pas des « maximalistes » comme le prétend G. Marchais, avançaient eux les revendications immédiates à imposer à la bourgeoisie capitaliste :

- 1 300 F minimum par mois pour quarante heures ;
- Non au chômage et aux licenciements ;
- A travail égal, salaire égal, etc.

Tous mots d'ordres qui indiquent que c'est d'eux-mêmes et non d'une amélioration du système que les travailleurs doivent attendre des résultats dans leur lutte contre le capital.

3) Sur les mots d'ordre politiques :

Afin de bien indiquer que c'est le système capitaliste qui est la cause de l'inflation, de la vie chère, du chômage et de tous les maux que subit le peuple dans notre société, afin de bien montrer que entre la société capitaliste et la société socialiste garantie par la dictature du prolétariat, il n'y a pas de troisième voie, afin de rappeler aux travailleurs que les régimes révisionnistes ne sont rien d'autre que des systèmes où le capitalisme est restauré accompagné de son cortège de maux pour le peuple, les marxistes-léninistes avançaient : « A Varsovie comme à Paris, le capitalisme c'est la vie chère » faisant ainsi référence à la lutte des ouvriers polonais de Szeztin voici trois ans.

Et encore pour refuser les opérations de rechange bourgeoises en cours : « Ni Pompidou, ni Chaban, ni Marchais, ni Mitterrand, action révolutionnaire des masses ! » et « Une seule solution, la révolution prolétarienne ».

Ces mots d'ordre allaient évidemment à l'opposé de la solution mystificatrice des révisionnistes et des réformistes qui lançaient : « Une seule solution le Programme commun ».

En tout cas ni les dirigeants révisionnistes, ni les dirigeants trotskistes n'ont négligé la présence « gênante » des marxistes-léninistes.

C'est ainsi qu'à Paris, Krivine en personne a jugé le danger suffisant pour ordonner à son « service d'ordre » de s'attaquer aux militants de *L'Humanité rouge*. Il va sans dire que dans cette besogne trotskistes et révisionnistes se sont sentis solidaires. Cet incident aura sans doute contribué à ouvrir les yeux de nombre de militants trompés par les révisionnistes et les trotskistes.

Il n'aura en tous les cas pas empêché les marxistes-léninistes de *L'Humanité rouge* malgré leur faiblesse quantitative et les insuffisances de leur organisation, d'apparaître comme la seule force politique qui refuse catégoriquement de se mettre à la remorque du tandem Marchais-Mitterrand, à un moment où les groupes ultra-gauchistes se sont effondrés tandis que les divers groupes trotskistes et le P.S.U. ont renforcé leur dépendance à l'égard de l'Union populaire.

Pour tous les ouvriers conscients la question a été ainsi posée : « Renforcer le camp de la « nouvelle gauche » drainée par des leaders bourgeois ou rejoindre le camp des marxistes-léninistes et de la révolution prolétarienne ? »

Les batailles de demain ne manqueront pas de démontrer que c'est le camp du prolétariat révolutionnaire qui ira se renforçant tandis que malgré leur force apparente les commis de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers perdent toute audience.

Colloque sur l'emploi à Besançon

Début novembre les Lip appelaient les travailleurs à participer à un colloque sur l'emploi à Besançon pour « échanger le maximum d'expériences, tracer les perspectives d'une ligne syndicale offensive sur l'emploi et soutenir ainsi concrètement les Lip en prolongeant leur lutte ».

Malgré de multiples difficultés, notamment financières, malgré le refus de participation de la C.G.T. et malgré la mainmise ouverte de la direction confédérale de la C.F.D.T., le colloque a pu se tenir et a été un succès.

Nous reviendrons plus longuement sur ce colloque dans le prochain numéro, mais nous pouvons déjà en relever quelques points essentiels. Ainsi la participation prolétarienne qui dominait largement malgré la présence de quelques intellectuels « narcissés-lénifiants » au visage fumeux : plusieurs centaines de délégués et militants de base d'entreprises en lutte (parmi lesquels une cinquantaine de délégués CGT) ont

témoigné pendant 2 jours de la grande combativité de la classe ouvrière aujourd'hui en France. D'autre part le sérieux des débats en commissions ont montré la capacité de la classe ouvrière à s'emparer de la théorie à seule fin de la mettre en pratique. Le meilleur exemple en est la constitution d'un comité de coordination des entreprises en lutte : Lip - Larousse - ORTF - Institut Pasteur - Gerizay, et le déclenchement d'une vaste popularisation nationale de la lutte des travailleurs de ces 5 entreprises.

Bref, deux jours de travaux animés par l'espoir de la lutte classe contre classe et clos par l'Internationale entonnée par une Assemblée Générale constitutive dont les militants sont aujourd'hui dans les entreprises, au cœur de la classe ouvrière, pour y continuer le combat.

UNE NOUVELLE VICTOIRE
DES LIP !

UN SUCCÈS POUR LA
CLASSE OUVRIÈRE !

Sur un chantier de Boulogne

ENCORE UN CRIME DU CAPITAL

26 novembre : 8 heures du soir. Sur le chantier de Boulogne de l'entreprise COPACETRA : accident grave d'un travailleur immigré, espagnol, père de 3 enfants, il a reçu un madrier sur la tête qui a fait éclater son casque. Déjà, il y a six mois, en une seule journée il y avait eu 1 mort et 8 blessés. Depuis de nombreux autres accidents se sont produits.

Et tout ça à cause des conditions de travail. Car pour le patron le travail doit avancer. Pour lui il y a toujours du retard alors il fait travailler les ouvriers quinze heures par jour : embauche à 5 heures le matin jusqu'à 8, 9 heures le soir. Bien sûr le patron et les chefs d'équipe décident ensemble de nous faire faire le maximum et gagnent bien leur vie dans ces conditions, mais les ouvriers y perdent toujours, surtout les travailleurs immigrés qui sont obligés d'accepter quinze heures par jour, accepter toutes les conditions des patrons et disent : « De toute façon je ne vais pas rester longtemps en France ».

Le travailleur espagnol est mort mercredi soir. Le jeudi matin les inspecteurs du Travail et la Sécurité sociale sont venus faire une

enquête avec les patrons et les chefs de chantier. Bien sûr, ils ont caché toute la vérité. Vendredi soir à 5 heures : réunion générale de tous les chefs de chantier de Paris. L'inspecteur du Travail demande pourquoi il y a tant d'accidents sur le chantier de travaux publics. Le patron intervient sur ce problème et rejette toute la responsabilité sur les chefs d'équipe : « Ils ont mal dirigé l'équipe, ils ont pas fait les demandes pour les ceintures de sécurité, ils n'obligent pas les ouvriers qui se plantent des clous dans les pieds à mettre les chaussures de sécurité. En bref, les chefs d'équipe laissent les ouvriers trop « libres ». Le patron dit « qu'il ne peut pas être partout, il passe une fois par semaine sur chaque chantier et dit que les chefs de chantier sont payés pour surveiller et que si les ouvriers tombent c'est parce que les ouvriers ont mal posé les garde-fous sur les échafaudages ».

Encore une fois c'est la preuve que les accidents du travail c'est la faute des patrons qui, pour gagner le plus possible méprisent la vie des travailleurs.

Un travail immigré,
lecteur de « H. R. ».

QUELLE VOIE PRENDRE ?

L'Humanité rouge organise des meetings à :

● PARIS (13^e)

Jeudi 13 décembre à 20 h 30 au cinéma Le Vézelay
(9 rue Martin-Bernard - Métro Tolbiac)

● CHELLES

Vendredi 14 décembre à 21 heures
au café « Au rendez-vous des Livreurs »
(sur la R.N. 34 à l'entrée de Brou en venant de Chelles)

● CHAMPIGNY

Lundi 17 décembre à 20 h 30
au cinéma « Le Club » (rue Charcot)

Un appel à la collaboration de classes

D'une semaine à une autre, c'est le défilé des bourgeois sur le petit écran.

Après les mesures d'austérité prises en fonction de la crise du pétrole, nous avons eu droit à une nouvelle allocution radiotélévisée le 5 décembre. Messmer d'une part puis Giscard d'Estaing qui a annoncé qu'il reviendrait tous les premiers mardi de chaque mois pour nous « informer ».

La bourgeoisie monopoliste est inquiète. La crise du capitalisme qui va en s'aggravant éclate aux yeux de tous. Messmer qui a pour tâche de rassurer les français sur l'inflation n'arrive même pas à s'expliquer. Il reconnaît que « la hausse des prix n'a pas été enrayée » puis il essaye de trouver des raisons; celles-ci seraient dues à des raisons étrangères à la France » et il avoue que « d'autres sont de notre responsabilité ». « La principale raison étrangère, dit-il, c'est la hausse des matières premières et pas seulement du pétrole. » Allons messieurs les bourgeois vous savez très bien que 10 centimes vont aux pays producteurs sur un litre d'essence vendu 1,35 F, et que les monopoles français se sucent allégrement sur les 1,25 F qui restent. Et puis pour les raisons intérieures ce serait « la priorité que nous avons donnée à la croissance de notre économie, à l'élévation du niveau de vie des français ». Alors concernant la croissance de notre économie nous pouvons dire que cela va toujours dans les mêmes poches, les poches des monopoles. Les profits des 500 plus grandes firmes françaises ont presque doublé en cinq ans, c'est la

revue *Entreprise* qui l'affirme mais pour les travailleurs c'est le S.M.I.C. de misère à 5,43 F de l'heure. Et nous pouvons dire sans nous tromper que plus d'un travailleur sur deux gagne moins de 1 300 F nets pour 173 heures. Mais messieurs les monopolistes la cause de l'inflation c'est le système capitaliste lui-même et tout le baratin que vous pouvez faire ne sera que du vent. « L'augmentation des salaires n'est pas la cause de l'inflation », ajoute Messmer, qui menace aussitôt « il n'en reste pas moins qu'une très forte augmentation accélère l'inflation ». La classe ouvrière connaît ce genre de paroles et n'est pas prête de faire les frais de la crise capitaliste.

Et puis voilà que notre situation économique excellente en 1973 risque d'être sombre en 1974. Ecoutez Messmer : « En 1974, nous risquons d'avoir à nous battre contre un monstre à deux têtes : une de ces têtes s'appelle le chômage et l'autre s'appelle la vie chère. »

Mais ce monstre Monsieur Messmer n'a qu'une tête et tous les travailleurs, les masses populaires le connaissent c'est le système capitaliste qui a un volant de chômeurs plus ou moins grand suivant la situation et qui organise la vie chère.

La classe ouvrière n'a rien à attendre des monopoles et c'est pour quoi de plus en plus elle s'organise sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste pour préparer la destruction de cette vieille machine d'Etat capitaliste et instaurer le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

MASCARADE SUR LE PETIT ÉCRAN

Les travailleurs ont pu assister le soir du 6 décembre à une mascarade de taille. Georges Séguy, secrétaire de la C.G.T., membre du bureau politique du P.C.F. se trouvait face à Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R. pour parler de cette journée de grève.

Les travailleurs qui luttent contre la vie chère, qui ont participé à cette journée qui ne peut être une fin en soi, poursuivent l'action sur les lieux de travail n'auront appris que peu de chose sinon que le secrétaire général de l'U.D.R., Alexandre Sanguinetti trouvait cette grève « absurde et infantile ». Mais posons donc une question : « Lorsque les travailleurs polonais en janvier 1971, descendaient dans la rue, luttaient contre les hausses de prix organisées par les dirigeants révisionnistes du Gouvernement polonais », qu'en pensait M. Sanguinetti ? Qu'en pensait également

M. Séguy ?

Séguy comme nous le savons a du verbe, alors il fit une petite proposition, en l'air me direz-vous ? Non pas du tout ! Electoraliste ! « Qu'on verse à tous les salariés pour la fin de l'année, une indemnité exceptionnelle de 200 F avec 50 F par enfant à charge ». Il est vrai que les révisionnistes ont des amis P.-D.G. qui ont les « mêmes besoins » que les travailleurs les plus exploités qui eux sont payés au S.M.I.C. de misère.

Mais cela ne s'arrête pas là. Les travailleurs auront appris que cette journée n'était pas contre la vie chère mais... pour « demander au gouvernement une négociation sur les problèmes sociaux ».

Rien de plus l'image fut coupée...

En termes plus clairs, Séguy a voulu dire : « Le système n'est pas mauvais, c'est vous qui gérez mal... »

Rectificatif

Dans l'article ayant pour titre 1 300 F nets par mois pour 40 heures par semaine publié dans notre numéro 207 à la page 7, une petite erreur de notre rédacteur a été relevée par des lecteurs. C'est une bonne chose que de faire ainsi une telle remarque.

Effectivement, il faut remettre chaque chose à sa place. Lorsque notre rédacteur a expliqué que nous mentionnons la lutte classe contre classe pour un salaire minimum de 1 300 F nets pour 173 heures par mois, il ne suffisait pas d'ajouter simplement 10 % de charges sociales que supporte le travailleur pour obtenir le salaire brut mais bien plus. En vérité, cela revient à majorer de 11,154 %

le minimum net pour obtenir le salaire minimum brut qui s'élève ainsi à 1 445 F par mois de 173 heures. Si l'on déduit ainsi les charges sociales (10 % environ) de ce minimum brut, l'on obtient 1 445 F — 144,5 F = 1 300,5 F, soit un salaire horaire minimum de 8,35 F de l'heure environ et non 8,26 F comme il a été dit par erreur dans les numéros 207 et 208.

Nous remercions nos lecteurs pour leur rapide et juste critique qui sert la cause du prolétariat.

D'autre part, une coquille s'est produite dans le numéro 208 à la page 3 concernant le S.M.I.C. de misère qui a été porté de 5,32 F à 5,43 F au 1^{er} décembre et non 5,42 F comme cela était imprimé.

UN EXEMPLE DE SYNDICALISME BUREAUCRATIQUE

Révolté par les conditions d'exploitation que l'Etat-patron fait subir aux agents de l'hôpital civil, je décide de me syndiquer afin de pouvoir lutter collectivement.

Un syndicat fantôme et bureaucratique

Mais où prendre contact ? Aucun tableau d'affichage. Et pourtant la section C.F.D.T. compte quelques mille adhérents !

Enfin, je découvre un délégué, bien calé sur son fauteuil au fond de son bureau; un monsieur très occupé... qui, pressé d'avoir un adhérent de plus, s'empresse de me tendre une fiche d'inscription sans me parler aucunement des activités de la section, de ce que signifie l'acte de se syndiquer. Et, tout aussi hâtivement, il me tend une seconde fiche : une autorisation permettant à la section syndicale de prélever automatiquement la cotisation tous les mois ou tous les trimestres sur le compte bancaire du syndiqué... En réponse à ma stupéfaction le délégué m'explique les « avantages » de son système : « Eh oui, vous comprenez, plus besoin de se déplacer tous les mois pour réclamer les cotisations et surtout on est sûr et certain de toucher tout l'argent ».

Comprenez, plus de questions gênantes des syndiqués sur l'« activité » de la section lors du recensement, plus de questions sur l'absence de lutte collective, plus de refus de payer les cotisations ou de démission car arrêter le virement permanent nécessite des démarches administratives. La carte, le fric, voilà tout ce qui intéresse ces messieurs.

De plus, ils ont institué un système de cotisation unitaire : 6 F pour tout le monde... pour se concilier tous les chefs, sous-chefs de l'hôpital, voire éventuellement le directeur qui, nous fait-on croire, est un « employé comme vous » !

Syndicalisme de défense et de promotion individuelle

Et les activités syndicales ?

Ce monsieur fut très étonné et ennuyé par ma question. Il me donna de nombreux exemples de défense individuelle et de promotion individuelle grâce au syndicat. Dans les hôpitaux, si les travailleurs la bouclent, s'ils sont « aptes à commander », s'ils ont une « tenue correcte vis-à-vis des supérieurs », ils ont le privilège de pouvoir gravir toute une série d'échelons, de passer de fille de salle à aide-soignante, d'infirmière à surveillante, de surveillante à surveillante-chef et ainsi de suite. Et ces messieurs passent leur temps à jouer ce jeu. Jugez du résultat : certaines infirmières « syndiquées » sont arrivées aux postes de surveillantes et surveillantes-chefs grâce au syndicat, et une fois la place au soleil obtenue elles prennent leur rôle à cœur, répriment les travailleurs qui sont sous leurs ordres tout en se prétendant bonnes « syndicalistes » ! Elles se révoltent contre les notes qui leur sont données par le patron et notent elles-mêmes tout aussi arbitrairement que le patron les aides-soignantes et filles de salles qui sont sous leurs ordres ! Les brimades, les faux rapports, les mauvaises notes ne se comptent plus (une mauvaise note fait sauter la prime et ralentit l'avancement). Signalons que cette « activité syndicale » profite à l'administration : au lieu de lutter collectivement contre la hiérarchisation, pour la suppression de la notation, pour des postes supplémentaires, messieurs les « syndicalistes » jouent le jeu de la direction : ils sélectionnent les arrivistes qui « méritent » une pro-

motion, ils essaient de faire taire ceux qui râlent le plus fort en leur donnant satisfaction individuelle.

Enfin, il évoqua quelques réunions qui, lorsque j'en demandai les références exactes avaient miraculeusement déjà eu lieu ou qui étaient réservées aux seuls délégués ou à certaines catégories du personnel, strictement interdites aux autres.

Le but est clair : maintenir la sacro-sainte hiérarchie et division créées par la bourgeoisie, saper l'unité à la base, pour saper la lutte collective contre l'Etat-patron. Leur rôle essentiel consiste à prendre la température des masses, à mesurer le degré de mécontentement pour éviter que « le bouchon ne saute » selon l'expression pittoresque d'une des responsables. Lorsque la température montera, il s'agira de discuter très rapidement avec l'administration de la quantité de miettes nécessaires pour éviter l'explosion de la base et l'essentiel de leur énergie sera consacrée à faire avaler ces miettes.

Par conséquent un tel « syndicat » joue exactement le rôle d'une branche de l'administration (promotion, assistance, étude et prévision). Non, soyons justes, il s'en distingue quand même : à la différence des autres branches de l'administration, ce « syndicat » est financé par les employés eux-mêmes au lieu de l'être par l'Etat.

D'ailleurs ces responsables, pour justifier leur rôle d'appendice de l'administration ont échauffé une « théorie » sur l'Etat qui m'a été exposée naïvement autour du thème : « L'Etat, c'est nous ! », « C'est nous qui payons des impôts, c'est nous qui élisons le président, donc l'Etat c'est nous ! ». Si l'on pousse le raisonnement jusqu'au bout, on arrive à la conclusion que nous sommes nos propres employeurs et qu'il est par conséquent inutile, voire nuisible de lutter !... C'est effectivement ce qu'ils font. Ainsi, au nom de cette « théorie », messieurs les agents de la bourgeoisie sont tout à fait d'accord avec le principe de la non-titularisation des travailleurs atteints d'une maladie, parce que, selon eux, si l'on titularisait ces travailleurs, le jour où ils auront un congé de longue maladie (l'administration serait obligée pendant trois ans de leur verser leur salaire complet), ces malades nous prendraient notre argent à nous !

Ces quelques exemples entre mille autres, de la pourriture des bonzes réformistes de la C.F.D.T. montrent bien quelle est leur véritable nature : des ennemis des masses laborieuses.

Contre le syndicalisme bureaucratique et de collaboration de classe, luttons pour un syndicalisme offensif, classe contre classe !

Un travailleur de l'hôpital.

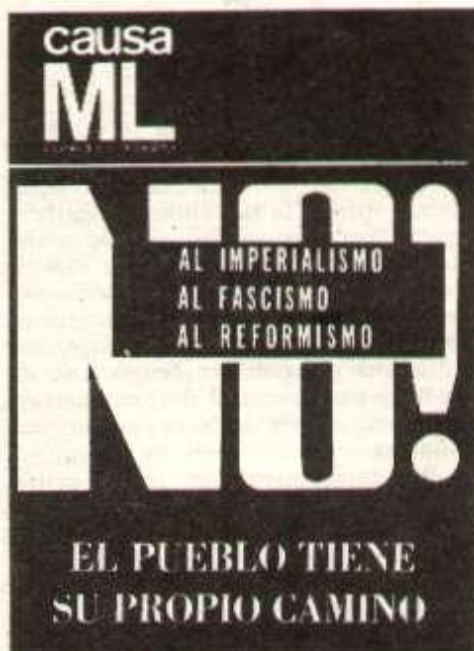
Commandez

QUE SIGNIFIE
CLASSE CONTRE
CLASSE ?

Prix : 0,50 F

ENTRETIEN AVEC UN MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DU CHILI

Cher camarade, la situation à l'intérieur de ton pays est toujours à l'ordre du jour. Peux-tu nous donner quelques nouvelles de ton Parti, de ses analyses et positions par rapport à ces événements ?



Causa M.L., Organe du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili

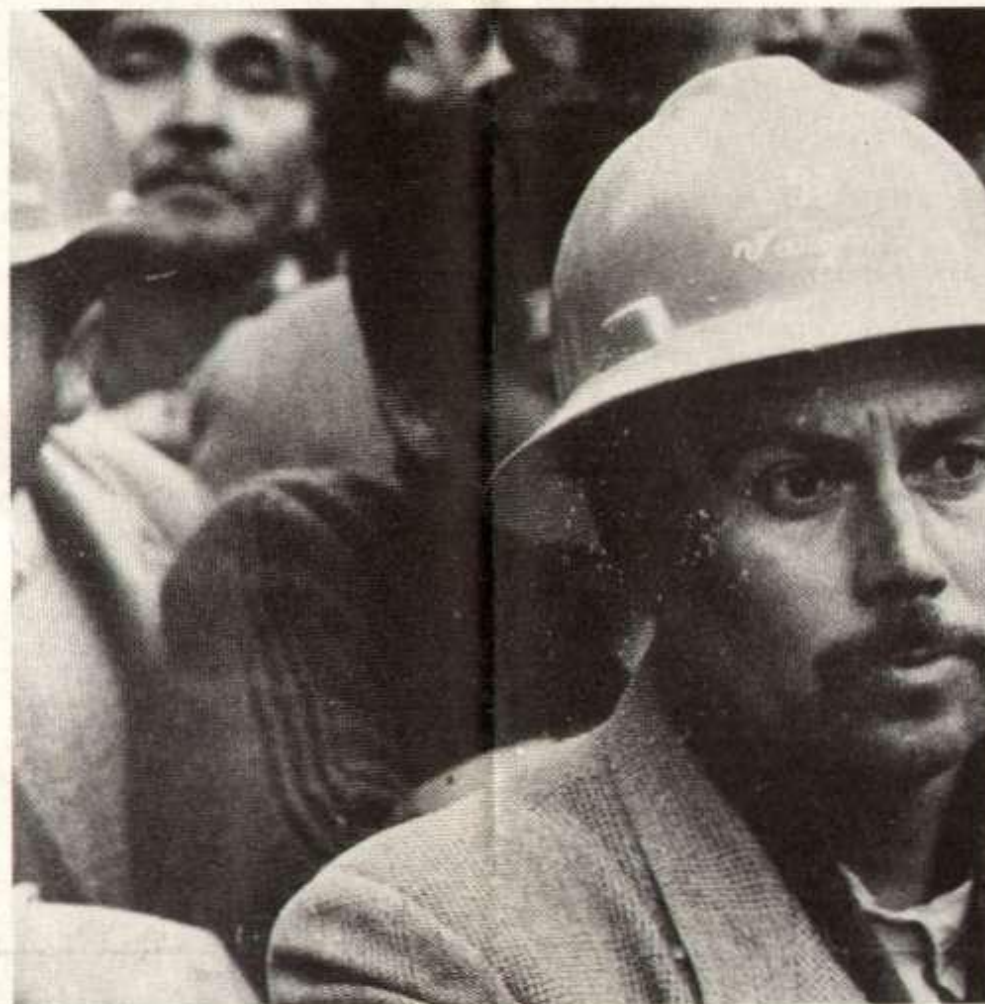
Actuellement les informations qui parviennent à l'extérieur sont très confuses. Elles sont volontairement rendues telles par les efforts conjugués des impérialistes américains et de la junte militaire. Bien sûr, notre Parti est touché par la répression, non pas comme organisation en tant que telle, mais par l'intermédiaire de ses membres qui militaient activement à l'intérieur du mouvement de masse. Le Parti est atteint à la base, avec tous les ouvriers, car la répression est féroce. Mais pour l'instant, à notre connaissance, il n'y a pas de morts parmi nos dirigeants, ni même parmi les journalistes connus de notre Parti, même si certains d'entre eux ont été persécutés. Dans les autres groupes et autres partis, par contre, les pertes sont souvent très considérables. Pourquoi cela ?

Parce que déjà nous étions préparés pour un événement de ce genre. Il était historiquement facile de comprendre que la voie pacifique

courait à l'échec. C'était clair pour nous, mais le peuple s'est trouvé placé dans une situation très difficile, en position de faiblesse, parce que privé des armes matérielles mais aussi idéologiques nécessaires pour faire face à cette situation.

Il y a déjà plus de trois ans que dans notre presse et notre propagande nous avons publié des analyses des forces armées chiliennes : leur composition de classe, leurs relations avec l'impérialisme américain, la formation idéologique qu'elles recevaient et pourquoi. Nous avons même publié les différentes formes de coups d'Etat possibles en donnant comme la plus probable celle qui s'est produite effectivement. Nous avons même, à cette occasion, nommé publiquement Pinochet !

Mais ce n'est pas assez de savoir les choses et de les dire. Il nous a manqué la capacité de mobiliser les masses et une liaison au peuple suffisamment développée.



En France, actuellement, révisionnistes et trotskystes font grand bruit autour de l'aide à apporter à la résistance du peuple chilien. Quel est votre point de vue ?

Il existe dans le pays plusieurs formes de résistance populaire. Il y a même déjà eu, dans des conditions pourtant très difficiles, des manifestations publiques contre la junte militaire. Il existe déjà un certain niveau d'organisation. La résistance est déjà politique.

Mais il ne faut pas nourrir de faux espoirs. La junte peut être faible, elle peut tomber, mais elle sera remplacée par une autre junte. La voie pacifique a échoué et le peuple chilien subit une leçon très dure. Il doit maintenant résumer ces expériences, se tourner vers une autre voie, chercher une autre orientation politique. On peut avoir maintenant conscience des erreurs commises, cela n'en reste pas moins difficile d'avancer car tout ne peut pas changer en un jour.

On ne voit pas encore se dégager d'éléments ayant assez de poids et d'organisation politique pour présenter un programme d'action aux masses et être entendu d'elles. Cela ne peut être élaboré, enrichi que par de nouvelles expériences.

Alors quelle est l'issue ? Il n'y en a qu'une : unir le peuple sur un programme juste. Mais celui-ci ne se gagnera que dans la lutte. Il se bâtira avec le peuple ; il sera la vraie garantie d'une avancée profonde et sûre.

Les militaires au pouvoir représentent une force matérielle. Il faut leur opposer une autre force matérielle. Les armes de la raison ne sont pas suffisantes. On constate que déjà la junte s'est attaquée à des couches hésitantes qui se sont radicalisées.

Mais il est difficile en ce moment de parler d'un véritable mouvement de solidarité internationale, s'il n'y a pas d'éléments intérieurs. Dans ces conditions, tant qu'un véritable noyau de résistance intérieure n'est pas organisé, qui va-t-on soutenir ?

Certes, on peut toujours dénoncer les atrocités de la répression exercée par la junte. Mais cela n'est toujours pas très positif car les véritables révolutionnaires ne peuvent pas agir seulement en se faisant la victime de l'ennemi, en suscitant la compassion. Il est indispensable de placer le peuple devant un programme positif d'action.

Sur ce plan, les révisionnistes jouent en ce moment un très sale rôle. Ils essaient de cacher leurs responsabilités et leur défaite en disant partout : « Il ne faut pas parler du passé ! cela ne peut que diviser les Chiliens qu'il faut réunir... » Et pour cela, ils font semblant de rechercher un programme qui pourrait rassembler tout le monde, rédigé dans l'abstrait, de l'extérieur. Mais cela ne peut pas venir comme cela. Un véritable programme d'action ne se dégagera que lentement, dans la lutte, au cours d'un processus qui ralliera progressivement les hésitants et les plus larges couches du peuple.

Un programme général, immédiat et abstrait ne peut être qu'un masque pour que les révisionnistes développent une fois de plus la même marchandise. Encore maintenant, ils parlent d'« erreurs » mais ne disent pas lesquelles. Ils se refusent toujours à parler de la lutte armée.

A un moment de la lutte du peuple chinois, les combattants étaient réfugiés dans la montagne dominant Canton, mais ils ne contrôlaient pas le port. L'Internationale communiste leur avait envoyé un bateau chargé d'armes et d'argent. Celui-ci n'a pu débarquer et a dû repartir avec son chargement. De la montagne, les camarades chinois l'ont vu s'éloigner. Cette anecdote prouve que le désir d'aider ne suffit pas. Il faut des conditions objectives pour qu'il puisse se matérialiser.

On voit actuellement se développer dans notre pays une violente campagne d'hostilité à la République populaire de Chine, orchestrée par les révisionnistes et les trotskystes. Ceux-ci lui reprochent de n'avoir pas rompu ses liens diplomatiques avec le Chili, contrairement à l'U.R.S.S. Quelle est votre position sur cette question ?

Il faut dire une première chose : c'est que l'U.R.S.S. n'était pas tellement intéressée de couper toute relation diplomatique avec le Chili. Si elle l'a fait, c'est, d'une part, pour se blanchir de ses responsabilités dans cette affaire, aux yeux des peuples ; et, d'autre part, parce qu'elle y a été un peu contrainte par l'expulsion des diplomates cubains.

Les révisionnistes soviétiques viennent d'ailleurs de déclarer à des journaux mexicains que leurs relations avec le Chili étaient simplement « suspendues ». Ils utilisent des Chiliens à l'extérieur du pays pour organiser des mouvements de soutien dont le contenu principal est de cacher leurs véritables responsabilités dans ce qui s'est passé. Ils n'ont renoncé en rien à la ligne capitulationniste parlementaire. Ils font seulement des déclarations et dénonciations des atrocités de la junte en leur donnant tant d'importance qu'ils encouragent plutôt les ennemis que le peuple par leur propagande défaitiste. Ils montrent le peuple chilien assassiné, sans défense, après avoir tenté de faire du Chili un modèle pour le socialisme. L'effet ne peut être que démobilisateur et le résultat négatif. Ils cherchent aussi à cacher ce qui se passe réellement dans le pays, en essayant de rendre les révolutionnaires responsables du coup d'Etat !

Ils ne renoncent pas à leur formule de passage pacifique et légaliste. Ils essaient de faire croire que leur doctrine reste vivante au moment où elle est balayée, détruite. Ce sont les serviteurs des intérêts du social-impérialisme.

Ils ont incliné à Moscou, dans leur prétendue conférence de la « paix », une attaque contre la République Populaire de Chine au nom de l'appui au peuple chilien !

A cause de leur campagne calomnieuse, la position de la Chine n'est pas bien comprise. Pourtant, c'est une position tout-à-fait juste.

Dès le début, nous avons affirmé que nous souhaitions, pour l'avenir de notre lutte, le maintien de relations diplomatiques entre la Chine et le Chili. Nous avons toujours pensé que ces relations étaient une bonne chose et nous avons lutté des années pour cela.

Bien sûr, le contenu des relations sera différent de ce qui existait avec Allende. La Chine n'a pas reconnu le gouvernement de la junte. D'un autre côté, il faut bien comprendre que le coup militaire n'est pas seulement une aventure soutenue par une poignée d'impérialistes. Le fascisme a une base sociale dans notre pays : l'armée, la réaction.

Le cas est aussi différent de celui du Cambodge. Il n'y a pas de gouvernement du Chili à l'extérieur de notre pays.

Les révisionnistes soviétiques ont essayé d'attaquer la Chine sur ce point. Les révisionnistes chiliens se sont prêtés à cela. Il est intéressant de voir leur duplicité sur un exemple précis. Prenons celui de l'ambassadeur du gouvernement Allende en Chine, autour duquel on a fait grand bruit dans la presse occidentale.

Il a été officiellement destitué par la junte militaire avec laquelle il s'est déclaré en opposition. C'est un fait objectif pour lequel la Chine n'avait ni à décider ni à intervenir. Ce n'est pas à elle de trancher qui est le représentant chilien.

Elle a offert, à l'ex-ambassadeur, l'asile en Chine où il pouvait demeurer comme un ami, en lui proposant toute facilité pour y développer ses activités. S'il a choisi autre chose, ce n'est pas de la responsabilité de la Chine.

Le peuple chilien sait, par sa propre expérience, que la Chine appuie sa lutte pour l'indépendance et la révolution. Cela a été démontré. Dans le passé, le peuple chinois a prêté un appui généreux au Chili pour la réalisation des objectifs nationaux et démocratiques du gouvernement Allende. La Chine n'a pas manqué à ses promesses ni appuyé la ligne traîtresse de la « transition pacifique au socialisme ».

Le Premier ministre Chou En-lai lui-même, dans une lettre à Allende rendue publique au début de cette année, indique que, en accord avec l'expérience de la Chine, les peuples doivent compter d'abord sur leurs propres forces, tant dans la lutte anti-impérialiste que pour la révolution socialiste, et ne pas dépendre de façon décisive d'un appui extérieur, encore moins de l'appui des deux superpuissances.

Il est également faux de dire que la Chine n'a pas pris position sur les événements du Chili. A plusieurs reprises, elle a fait des déclarations très claires et précises condamnant le putsch. Qu'on relise le télégramme adressé à la veuve du président Allende par le Premier ministre Chou En-lai, dans lequel non seulement il dénonce la nature du coup d'Etat militaire, mais encore signale la haute signification de la figure d'Allende dans les relations entre nos deux pays.

De même, à plusieurs reprises, le gouvernement chinois et son représentant à l'O.N.U., Kiao Kouan Hua, ont pris nettement position.

Le peuple chinois aussi est informé. Il est peut-être le peuple du monde le mieux informé sur ce qui se passe au Chili. Le Parti communiste chinois part du principe que les masses du peuple chinois et du peuple chilien sont les éléments les plus décisifs.

C'est une attitude très sérieuse, de principe. Il ne faut avoir sur toutes ces questions de positions sentimentales mais bien politiques. Ce n'est pas à la Chine de résoudre le problème de la résistance intérieure au Chili.

Cette attitude est à l'opposé de celle du social-impérialisme qui met en avant les intérêts internationaux du



Manifestation de la population contre l'impérialisme pendant le gouvernement d'Union Populaire

révisionnisme à la place des intérêts du peuple chilien.

Les nouvelles récentes du Chili ne sont pas uniquement mauvaises. Il y a une résistance populaire dans le sens le plus profond du terme. C'est une chose qui doit s'élargir, se développer. La situation est pleine de possibilités. Cette leçon qui coûte si cher au peuple chilien doit être utilisée au maximum.

Si on n'en tire pas les conclusions révolutionnaires qui s'imposent, c'est une autre forme de trahison du peuple chilien. Le tapage autour d'une fausse solidarité doit être balayé pour que la véritable solidarité se développe.

Faites savoir tout cela à votre peuple. Ce qui s'est passé au Chili doit être médité mondialement.

Comment appréciez-vous la responsabilité des révisionnistes chiliens dans ces événements ?

Les révisionnistes ont répandu toutes sortes d'illusions et de faux espoirs. Jusqu'à la fin, ils se sont obstinés à nier la nature de classe de l'Etat. Dans les derniers moments, ils ont mené une grande campagne sur le thème « Non à la guerre civile ! ». Comment peut-on espérer mobiliser les masses avec cet objectif

négatif, passif ! Alors qu'en fait, il faut donner un axe positif à toute tâche révolutionnaire, ils ont fait l'inverse.

Ils ont accepté la fameuse « loi des armes » qui a donné à l'armée le contrôle de tous les armements. Seule l'armée, désormais, avait le droit de détenir des armements.

Ils ont cherché à flatter l'armée, en partant du principe qu'elle représentait la base de la garantie de la démocratie au Chili.

Ils ont obstinément nié le droit du peuple à se défendre. Quand on invoquait les leçons de l'histoire, ils répondaient : « Le Chili c'est exceptionnel, c'est particulier ! »

De quelle manière l'impérialisme a-t-il joué son rôle dans la préparation et le déclenchement du coup d'Etat ?

L'impérialisme américain a joué un rôle important. C'est lui qui a préparé le coup d'Etat, donné les armes. Il était lié à l'armée chilienne par un pacte militaire qui date de 1954, foncièrement anti-communiste.

Le gouvernement d'Unité populaire a accepté de poursuivre cette collaboration. Les exercices militaires conjoints de la marine chilienne et U.S. se sont poursuivis. C'est pourquoi la marine a été la première à se soulever. La réaction y faisait ses préparatifs ouvertement, en même temps que la marine américaine était placée en face des côtes chiliennes pour faire pression sur les autres éléments de l'armée.

Tous les officiers de l'armée chilienne ne pouvaient sortir de l'Ecole militaire sans aller passer trois mois dans les centres militaires anti-guérilla de l'armée américaine, à Panama ou ailleurs. Les Etats-Unis menaient aussi au sein de l'armée une intense propagande idéologique.

Mais l'Union soviétique n'est pas totalement étrangère à ce qui s'est passé au Chili. Le Chili était l'enjeu d'une rivalité sourde mais très âpre entre les deux super-grands. L'URSS a commencé à pousser très fort ses pions en Amérique latine en utilisant Cuba. Mais Cuba est isolé, il n'avait pas de relations importantes avec le reste de l'Amérique latine. Le Chili représentait une place de choix pour pénétrer dans les pays du pacte andin

qui cherchent à résister à la pénétration économique américaine. Les événements du Chili doivent donc être vus dans le cadre général de la rivalité américano-soviétique. Les Soviétiques sont allés doucement au début, plus vite par la suite. Ils ont forcé Allende à arriver à une position très difficile pour pouvoir lui dicter des conditions plus draconiennes.

Leur appui à Allende était dicté par les intérêts de l'Union soviétique, non par la juste cause anti-impérialiste du peuple chilien. Comme avant, pendant



Georges Marchais :

LE CHILI ET LA VOIE FRANÇAISE

Pour la seconde fois à l'occasion d'une session plénière du Comité central du P.C.F. (3-4 décembre 73) Georges Marchais a jugé bon de revenir sur le Chili, plus longuement cette fois. C'est que pour beaucoup de militants honnêtes mais fourvoyés dans la voie révisionniste, l'échec tragique de la voie pacifique au Chili est resté, comme l'on dit, en travers de la gorge. Visiblement les explications données à chaud par certains dirigeants du genre Fajon n'ont pas convaincu, pas plus que les conclusions tirées par les révisionnistes italiens à travers leur « compromis historique » avec la Démocratie chrétienne.

Les masses posent des questions, les militants posent des questions, certains cadres même s'interrogent. Comme le dit Georges Marchais :

« Le renversement par un coup de force militaire du gouvernement d'Unité populaire du Chili a suscité une profonde émotion dans les rangs de notre parti et, au delà, chez tous les démocrates. »

Et il ajoute faisant référence aux propos qui courent à la base et chez les sympathisants :

« Ceux-ci voient à juste titre dans cet événement tragique une nouvelle preuve que l'impérialisme, la grande bourgeoisie exploiteuse et les forces politiques qui les représentent ne reculent — s'ils en ont les moyens (ça c'est Georges Marchais qui l'ajoute aux propos de ceux qu'il cite) — devant aucun crime pour préserver ou retrouver leurs privilèges et leur pouvoir. »

Et il poursuit plus indigné que quiconque : « les dirigeants réactionnaires en France en feraient de même ». Voilà la question posée. Alors quelle voie prendre ? La voie révolutionnaire prolétarienne de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline ? La ligne stratégique à laquelle demeurait fidèle le P.C.F. avant sa dégénérescence révisionniste ? Avant qu'il ne mette au rancart la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat ? Est-ce à une autocritique que le secrétaire général du P.C.F. va se livrer, reconnaissant l'absurdité de la voie pacifique ?

Vous n'y êtes pas ! A la question posée par la tragédie chilienne, Georges Marchais répond :

« Faudrait-il, comme le préconisent certains groupes squelettiques, se lancer dans des actions minoritaires aventurières qui conduiraient rapidement les forces révolutionnaires à l'isolement et à une lourde défaite. Cette stratégie de désespoir et de panique ne sera jamais la nôtre, les travailleurs français le savent. »

Comme si l'alternative était voie pacifique ou action minoritaire.

De qui se moque-t-il ? D'ailleurs existe-t-il en 1973 dans notre pays des « groupes préconisant des actions minoritaires aventurières » ? Même les tenants du spontanéisme ont abandonné cette ligne pour l'instant. Alors de qui veut parler Marchais ?

Il faut que ces groupes jugés « squelettiques » soient malgré tout bien écoutés pour avoir droit à plus qu'une allusion du leader révisionniste. Non, il n'y a pas de doute ce sont bien les marxistes-léninistes qui sont visés. Car la question posée une fois encore par le Chili c'est « voie pacifique » ou « voie révolutionnaire », révisionnisme ou marxisme-léninisme. Georges Marchais essaie, ce n'est pas nouveau, de déformer la ligne défendue par notre journal en prétendant qu'il

préconise les « actions minoritaires et aventurières » : rien n'est plus faux. Toute la question posée par le Chili comme par toute l'expérience du mouvement révolutionnaire prolétarien depuis la Commune de Paris notamment c'est : « Faut-il préparer ou non les larges masses à un affrontement de classe qui revêt les formes les plus violentes ? Faut-il donner ou non aux masses un parti d'avant-garde prêt à un tel affrontement et capable de guider la lutte des masses dans leur combat révolutionnaire ? Faut-il ou non exercer une dictature révolutionnaire du prolétariat à l'égard des réactionnaires et des anciens exploités après la prise du pouvoir, etc. ? L'exemple du Chili vient de démontrer une fois de plus que la lutte armée ne s'improvise pas.

Développer dans les masses et dans un parti qui se dit communiste l'idée que le passage au socialisme sera pacifique c'est désarmer les masses. Peut-être que dans des conditions de « paix sociale » cette illusion du passage pacifique peut attirer certaines personnes mais ce serait gravement se tromper sur la solidité d'une telle adhésion : les masses que drainent le parti révisionniste à quoi sont-elles préparées ? En réalité quels que soient les cocoricos lancés par les dirigeants du P.C.F. sur le nombre des cartes vendues, leur édifice est un château de cartes et ce sont eux les véritables aventuriers irrespon-

sables qui désarment le prolétariat et les masses populaires face à la réaction.

Pour cette raison Georges Marchais a bien tort de se moquer de ces groupes qu'il dit squelettiques. Il ferait mieux de se souvenir que la ligne est déterminante, qu'un « petit » parti deviendra un grand parti et conduira le prolétariat et les masses à la victoire s'il a une ligne juste, tandis qu'un « grand » parti s'effondrera et disparaîtra s'il a une ligne erronée : la II^e Internationale se moquait de Lénine et des bolcheviks et pourtant la II^e Internationale s'est effondrée par suite de son opportunisme et de sa trahison tandis que le léninisme se répandait comme une traînée de poudre. De même le Parti communiste indonésien fort de 1 million de membres a subi des revers terriblement sanglants par suite de sa ligne révisionniste.

Aujourd'hui après l'échec sanglant de la ligne révisionniste au Chili, Georges Marchais n'est capable que de ressasser les phrases creuses du manifeste de Champigny :

« Mais en tous cas, poursuit-il, une chose est évidente : ce n'est pas par des proclamations sonores (?) par des actions minoritaires (?) que peut être paralysé le bras des ennemis de la liberté. Seul le développement d'un mouvement popu-

laire suffisamment large, suffisamment déterminé peut y parvenir en créant un rapport de forces politiques favorables aux forces de progrès. »

Paroles creuses, disons-nous, car si l'on ne se contente pas des rengaines usées et qu'avec le bon sens prolétarien on pose la question : mais comment le mouvement populaire si large soit-il, peut-il paralyser le bras des ennemis de la liberté ? Ou même, puisque c'est la solution du manifeste de Champigny, comment un mouvement populaire, si large soit-il, peut-il renverser la domination bourgeoise ? En un mot comment se fait le passage d'un pouvoir entre les mains de la bourgeoisie à un pouvoir prolétarien ? On est bien forcé de constater justement par l'expérience que Lénine avait raison et a encore raison, le mouvement populaire le plus large qui soit ne peut affronter l'appareil de répression de la bourgeoisie en arme, car enfin, au Chili, il existait bien ce « large mouvement populaire » !

Mais à la question centrale : « Est-ce que ce large mouvement populaire doit renverser la bourgeoisie par les armes, ou non ? » Georges Marchais répond, lui, inlassablement, tel un vieux disque rayé : « Il doit créer un rapport de force favorable par un large mouvement populaire... par un large mouvement populaire... par un large mouvement populaire... »

Pour une riposte de masse au meeting fasciste du 19 Décembre

Le 19 décembre doit se tenir à Paris un meeting fasciste, à l'appel de « Faire Front » (ex-Ordre nouveau). Ces nazis prétendent y faire l'apologie des massacres survenus au Chili et y appeler une fois encore à la haine raciale, aux meurtres racistes.

Une fois encore il faut affirmer qu'on ne peut admettre que le fascisme déverse son poison impunément. Le laisser faire ne peut que

l'encourager. Les crimes racistes survenus ces derniers mois ont suffisamment montré que les fascistes ne se contentaient pas seulement d'appeler au meurtre mais qu'ils le pratiquaient aussi. Nous savons que ce groupe fasciste est un instrument entre les mains du pouvoir fascisant ; c'est ce dernier qu'il faut combattre car c'est de lui que vient le danger.

« L'Humanité rouge » appelle

l'ensemble des antifascistes à exiger l'interdiction de ce meeting fasciste.

Elle appelle tous ceux qui haïssent le fascisme à préparer dès maintenant la riposte qui s'imposera si le pouvoir n'interdit pas ce meeting.

Les militants marxistes-léninistes prendront toutes les initiatives nécessaires pour que ce soit une riposte de masse.



A Paris, dimanche 9 décembre, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé de la Nation à Stalingrad, exprimant leur solidarité avec le peuple chilien et leur condamnation de la terreur fasciste déclenchée par Pinochet. D'autre part, les manifestants ont pris la décision de se mobiliser pour interdire le meeting du 19 décembre des nazillons de « Faire Front » et de protester contre la prochaine venue dans notre pays des émissaires de Pinochet.

en bref... en bref... en bref... en bref...

Quand la C.G.C. part en guerre

Le mardi 4 décembre, M. André Malterre, président de la Confédération générale des cadres (C.G.C.) a exposé son point de vue sur la « guerre » du pétrole : « Qu'il s'agisse du Sahara ou du Proche-Orient, ce sont les Occidentaux qui ont trouvé le pétrole et qui avaient le moyen de l'exploiter. Notre labeur nous donne quand même quelques droits sur ce pétrole. » Ce labeur dont parle M. Malterre, c'est la difficile tâche d'avoir exploité des travailleurs arabes ou proche-orientaux sur leurs propres territoires et cela au seul profit des impérialistes. En fait, voilà des propos colonialistes que ne renierait pas le torchon pro-O.A.S. « Minute ». Pillier les richesses naturelles des pays colonisés, voilà quel était le labeur et les tâches de ces messieurs ! Seulement ce temps où l'on dictait sa loi est aujourd'hui révolu et ce sont des pays unis et déterminés qui font face. C'est pourquoi Malterre dit plus loin : « Certes, l'entente vaut mieux que la guerre, même économique, mais pas à n'importe quel prix, pas dans l'humiliation et pas avec le risque de voir le nombre de chômeurs doubler. » Les pays producteurs de pétrole défendent leurs légitimes revendications et c'est lui dont les maîtres ont bafoué et méprisé la dignité de peuples entiers, qui vient parler d'humiliation, n'hésitant pas à utiliser par la même occasion la démagogie vis-à-vis des travailleurs. C'est, là encore une tentative visant à détourner la juste colère des travailleurs contre les pays arabes et producteurs de pétrole. C'est là encore le naturel qui revient au galop derrière les grands sourires, le visage hideux du colonialisme que nous devons combattre et dénoncer sans répit.

Lo grève des mineurs continue en Grande-Bretagne

Les 250 000 mineurs en grève en Grande-Bretagne poursuivent leur mouvement depuis maintenant trois semaines. Le gouvernement Heath a échoué dans ses tentatives de faire passer pour de mauvais citoyens, voire même des « traîtres », les mineurs en lutte : le mot d'ordre était en effet : « Le pétrole manque à l'extérieur et on nous coupe le charbon à l'intérieur. » Mais ces tentatives d'isolement des grévistes ont recueilli l'écho qu'elles méritaient : un syndicat cheminot a décidé un mouvement de grèves partielles, qui arrêteront une part importante du trafic, les dockers ont déclenché une grève « sauvage » qui paralyse la plupart des ports britanniques. De plus, les techniciens de l'électricité, toujours en grève, poursuivent leur lutte et les coupures de courant le soir s'aggravent de jour en jour. En résumé, la production de charbon en Grande-Bretagne a déjà diminué de 31 % et 90 % des pompes à essence sont fermées. Bientôt, le pays sera sans gaz, sans électricité et sans essence. Aussi le pouvoir n'a-t-il pas trouvé mieux que de faire appel au nouveau mi-

nistre responsable des relations industrielles qui n'est autre que... William Whitelaw, l'ancien administrateur et envoyé du gouvernement britannique en Irlande du Nord.

Quand la J.C. se « gouchise »

Le 7 décembre, une centaine de militants de la « Jeunesse communiste » ont occupé pendant plus d'une heure l'ambassade du Chili à Paris.

Une telle action, contrairement à ce que dit Jean-Michel Catala, secrétaire général des J.C., ne se fait pas sur initiative des cercles de base, mais bien dans le cadre d'une tactique globale et elle n'aurait pu se réaliser si les dirigeants du P.C.F. ne l'avaient au préalable planifiée.

En fait, c'est pour camoufler les raisons de l'échec de leur ligne au Chili et de ses leçons à une base traumatisée qui s'interroge sur la validité de la voie pacifique que la clique révisionniste cherche à se faire passer pour les meilleurs défenseurs du Chili en lutte. A cet effet, ils n'hésitent pas à organiser des actions hier encore qualifiées de gauchistes, mais qui ont l'avantage d'être spectaculaires.

Comment on devient « fou » en U.R.S.S.

On parlait depuis longtemps des hôpitaux psychiatriques en U.R.S.S. dans lesquels certains opposants au régime social-fasciste de la clique Brejnev-Kossyguine étaient enfermés. Une récente manifestation scientifique internationale qui s'est tenue à Tbilisi et Erivan, en U.R.S.S., a apporté des témoignages indiscutables sur le caractère pénitentiaire des hôpitaux psychiatriques en U.R.S.S. La presse occidentale s'est fait l'écho des procédés inadmissibles des révisionnistes soviétiques en espérant bien en faire un instrument de lutte contre le communisme. Nous ne sommes quant à nous pas gênés pour dénoncer ces pratiques qui n'ont rien à voir avec le communisme et ne relèvent pas de la dictature du prolétariat mais de celle de la bourgeoisie.

Actuellement, les différentes nationalités de l'U.R.S.S. subissent le joug des révisionnistes modernes qui ont transformé la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie. Leur répression s'exerce avant tout contre les masses populaires et le prolétariat révolutionnaire. Mais leur régime est tellement faible qu'il ne souffre aucune contradiction. Et nombre de « personnalités » ne pouvant être purement et simplement éliminées du fait de l'opinion internationale ont été hospitalisées pour leur « folie ». C'est donc surtout comme reflet atténué du fascisme qui règne en U.R.S.S., ou si l'on veut comme la partie visible d'un iceberg que nous importé l'affaire des hôpitaux psychiatriques.

En France, voici quatre mois,

350 psychiatres, médecins et psychologues signaient une lettre ouverte au ministre de la Santé de l'U.R.S.S. dans laquelle ils posaient la question : « Des personnes saines d'esprit soviétiques, dans des hôpitaux psychiatriques pour leur " dissidence " politique ? »

Dans leur réponse, 21 psychiatres soviétiques écrivaient, avec cynisme, notamment :

« En réalité, toute la discussion tourne autour d'un petit nombre de malades mentaux dont la maladie, à la suite de leur dérangement mental (...) peut les pousser à accomplir des actes antisociaux interdits par la loi comme l'infraction à l'ordre public, la propagation des mensonges, la manifestation d'intentions agressives, etc. Ils peuvent le faire avec préméditation, ayant un " plan d'action habile " ... Ces malades ne produisent pas sur leur entourage l'impression d'être aliénés. »

Et pour mieux préciser le fond de la pensée de ces psychiatres révisionnistes, l'examen d'une vingtaine de cas a démontré que la plupart des actes « antisociaux » étaient la protestation contre la répression des minorités nationales, la participation à des manifestations contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, le refus de la dictature fasciste et impérialiste en un mot.

Le système a été légalisé en quelque sorte ces dernières années : cela s'appelle le « traitement forcé ». Ce traitement, chose pour le moins curieuse, ne relève même pas des seuls médecins, mais du tribunal. Le tribunal décide quand commence et quand doit s'arrêter le traitement forcé. Comme le dit un manuel de psychiatrie soviétique : « Le traitement forcé est une mesure de protection sociale. »

A cet effet, il existe dans plusieurs grandes villes d'Union Soviétique des hôpitaux « spéciaux ». On y interne aussi bien des droits communs que des « politiques » : une prison perfectionnée, en somme. La « rééducation » s'y fait par l'isolement total et les mauvais traitements mais aussi avec des « thérapeutiques » de toutes sortes destinées à priver le « malade » de sa pleine conscience et à tout le moins à plonger un homme sain dans le désespoir.

Tel est un des aspects du social-fascisme qui sévit en U.R.S.S. Ce n'est pas une preuve de force de la part de la clique révisionniste qui dirige en U.R.S.S. mais l'aveu de sa faiblesse.

Quand la « Pravda » s'en mêle

Sous la plume de son correspondant à Paris, la Pravda du 6 décembre dénonce dans un article une « campagne antisoviétique indigne » qui a lieu dans la presse française, et notamment dans « Le Monde ». Cette soi-disant campagne serait contrôlée par « ... certains milieux français qui tentent depuis quelque temps de jeter une ombre sur les relations franco-soviétiques » et aurait pour effet de refroidir les relations entre les deux pays. Mais qu'en est-il exactement ? Depuis

quelque temps, les soviétiques craignent un renforcement politique, voire militaire, de l'Europe des neuf, projet que souhaite réaliser le gouvernement français et cela pour faire face au prodigieux potentiel militaire soviétique qui ne cesse de s'accroître effrénément. Aussi, lorsqu'un commentateur soviétique écrit : « Tous les plans et manœuvres de ce genre n'ont rien de commun avec une détente et une sécurité authentique en Europe » de qui se moque-t-il ? En fait, cet article de la « Pravda » qui, au travers des dénonciations d'articles de la presse française, vise uniquement Jobert et le gouvernement français et est un moyen de pression parmi d'autres sur celui-ci, est une ingérence intolérable dans les affaires intérieures de la politique française. Est-ce par hasard si au même moment, le commis Marchais rend publique une lettre ouverte au président de la République sur le même sujet, dans laquelle il dénonce une prétendue braderie de notre défense nationale, lui qui rêve de mettre notre pays sous orbite social-impérialiste. Alors de quoi se mêle la « Pravda » ?

Les paroles et les actes

A la session du Comité central du P.C.F. tenue les 3 et 4 décembre, Roland Leroy parle des luttes actuelles :

« D'autre part, les luttes revêtent aujourd'hui des formes nouvelles, parfois inattendues, parfois inventées au cours même de leur déroulement. Ce fut le cas chez Lip, ce fut le cas à l'université Aix-Marseille. Le Parti a combattu à juste titre et combatta encore l'aventurisme, les provocations. Mais le fond de ceux-ci ne réside essentiellement pas dans la forme des luttes, il réside dans le fait que l'action est conduite dans l'isolement et l'irresponsabilité. »

Et Leroy ajoute : « Une forme d'action, si elle est massive, unitaire et lucide, est une forme qui doit être soutenue. » Tout cela est bien. Mais ne nous y trompons pas. Ainsi, si Lip fut une lutte aux formes inattendues et pleine d'initiatives, ce n'est certes pas grâce aux révisionnistes. S'il faut en juger par leur attitude durant ce conflit, il faut donc croire qu'il fut « conduit dans l'isolement et l'irresponsabilité ». Or, Lip fut bien une lutte massive, unitaire à la base et dans l'action d'abord, et lucide dans les multiples aspects de son déroulement. Et pourtant, nos révisionnistes, qui se font les chantres de « nouvelles formes » de luttes, n'ont pas soutenu en fait les travailleurs de Lip. La classe ouvrière, très sensibilisée actuellement par la crise sociale et économique, utilise de plus en plus des formes de luttes qui n'ont rien de « nouvelles », au contraire et, de Lip à L.M.T., en passant par la C.I.T., le combat se fait classe contre classe, malgré les révisionnistes. L'attitude de pompiers des luttes des révisionnistes ne changera pas et ce n'est pas sur de belles paroles ou promesses dues aux nécessités électoralistes du moment qu'ils seront jugés, mais sur leur soutien réel à la base aux luttes de la classe ouvrière.

O.N.U. : à propos de la réduction de 10 % des budgets militaires

A l'occasion de la discussion à l'Assemblée générale de l'O.N.U. sur la réduction de 10 % des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité, la parole a été prise par le représentant albanais, Anastas Shuke, qui a indiqué entre autres :

« Les U.S.A. et l'Union Soviétique s'efforcent de créer la fausse impression que prétendument dans le domaine du désarmement on effectue des pas en avant, que prétendument le monde se libère de la menace et des dangers de la guerre, ils font des promesses hypocrites que la détente, qui existe en effet entre les deux grands et à laquelle ils veulent donner un caractère général, apportera des résultats positifs dans la création des conditions favorables pour les pays en voie de développement. »

Dans ce cadre, l'Union Soviétique a présenté avec urgence et avec bruit dans la session actuelle, la proposition intitulée : « La réduction de 10 % des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et l'utilisation d'une partie des fonds libérés pour venir en aide aux pays en voie de développement. »

La délégation albanaise, dans de nombreux cas et durant la session actuelle a souligné que la politique agressive et hégémonique des deux superpuissances constitue un danger sérieux pour les peuples et les pays souverains et épris de paix, pour la paix et la stabilité dans le monde. Il est naturel que les pays à qui sont chères l'indépendance et la souveraineté nationale prennent toutes les mesures nécessaires pour leur sécurité, consacrent une partie considérable de leurs ressources financières au renforcement de leur capacité de défense nationale pour être prêts à affronter tout danger impérialiste.

C'est un fait que tant après la conclusion l'année écoulée de l'accord soviéto-américain Salt, que l'année courante après la signature de l'accord sur la prévention de la guerre nucléaire, l'une des superpuissances s'est empressée d'affirmer qu'elle augmentera son budget militaire et que cette action ne pourrait pas ne pas être suivie par l'autre superpuissance tant qu'entre elles, hormis la coopération, il existe inéluctablement la rivalité et la concurrence. C'est là que réside la source principale des échecs des Nations Unies dans le domaine du désarmement et de l'assurance des moyens destinés à venir en aide aux pays en voie de développement.

« Nous, a conclu le représentant albanais, nous sommes confiants que les peuples des pays en voie de développement, se reposant sur leurs propres forces, consolidant la solidarité mutuelle et maintenant élevée la vigilance à l'égard de toute politique impérialiste et néo-colonialiste sauront réaliser leurs aspirations nationales suprêmes. »

La proposition soviétique fut finalement adoptée vendredi 7 par 83 voix pour et 2 contre (Chine et Albanie) et 38 abstentions dont la France.

A LA MUTUALITÉ, MEETING DES AMITIÉS FRANCO-ALBANAISES

Ce mardi 4 décembre s'est tenue à la Mutualité, devant une salle pleine et enthousiaste, un meeting de célébration du 29^e anniversaire de la libération de l'Albanie, sous la présidence du professeur Milliez et avec la présence à la tribune de son excellence Javier Malo, ambassadeur d'Albanie en France.

Robert Escarpit nous fit d'abord une présentation générale de l'Albanie : son histoire, la vie quotidienne de ses habitants et le paysage albanais. Le professeur Lejeune parla ensuite de la femme albanaise : « En 30 ans, les femmes ont conquis, pied à pied, leur droit à l'existence. » Il rappelle la situation de la femme avant la libération : 95 % étaient analphabètes, soumises au patriarcat et à une religion fortement oppressive. Aidées par le P.T.A., après la libération, elles ont acquis leurs droits.

Répondant à la question : Pourquoi une Union des femmes albanaises ? Le professeur Lejeune explique que les femmes ont des problèmes spécifiques et que ceux-ci sont traités plus efficacement au sein de l'U.F.A. Les congrès permettent d'évaluer les résultats obtenus. « C'est le moment des bilans » et le point de départ vers de nouveaux objectifs.

Bernard Lambert, paysan, justifie d'abord la raison de son voyage en Albanie, en le présentant comme un élément de réponse à travers l'expérience albanaise de la lutte des

paysans français prolétariés. « Le socialisme est possible, efficace et joyeux » dit-il, et ce dernier aspect n'est pas négligeable. Il nous parle des réalisations de la société socialiste : l'assainissement et la culture des marais, la culture des montagnes, l'utilisation rationnelle du machinisme, la suppression du fossé paysan pauvre-paysan riche. Il renouvelle ensuite publiquement l'invitation faite à des ouvriers et paysans albanais de venir dans des fermes françaises, invitation chaleureusement applaudie.



Dominique Gallet, parlant au nom de Jacques Debru-Bridel, s'intéresse plus particulièrement à l'aspect de la vaillante lutte du peuple albanais pour son indépendance nationale. Il rappelle que l'Albanie est un des rares pays à s'être délivré seul

sur son territoire des fascistes hitlériens et montre que la tradition politique de ce pays est liée à son histoire. L'action exemplaire de l'Albanie est une contribution directe à la cause de la paix et de la justice dans le monde. « Elle prouve que l'impérialisme, quel qu'il soit et quelle que soit sa forme, ne peut rien contre la fermeté d'un peuple » termine Dominique Gallet en appelant à la solidarité des peuples albanais et français.

Enfin, Gilbert Mury s'attache à l'activité du Parti du Travail :

« Il stimule les masses, propose, suggère, encourage les critiques. Cela est nécessaire pour éviter l'auto-satisfaction. » Et Mury rappelle ces mots d'Enver Hoxha : « Un pays où un homme a peur d'en critiquer un autre n'est pas un pays socialiste. » Ainsi il parle du plan, directement issu de ceux qui fournissent le travail, explique ce que sont le contrôle ouvrier pour la démocratie prolétarienne, les actionnistes pour la libération des jeunes.

Avant le film, on nous donna lecture de poèmes écrits par des poètes du Vietnam du Nord, invités cet été en Albanie par l'Union des écrivains.

Le film qui termina la soirée, exposa presque tous les visages de l'Albanie : histoire d'abord, car celle-ci vit dans l'Albanie d'aujourd'hui, démographie, géographie. On nous montra notamment les élections et les fêtes qui les entourent, la culture au service du peuple, le développement de l'industrie, les rapports avec la Chine... Il s'acheva sur les visites rendues dans un logement, s'intéressant sur la vie quotidienne des habitants, dans une coopérative agricole à Tirana, (commerçants et université) et chez les actionnistes.

Cette chaleureuse soirée a donc été un succès pour l'Association des amitiés franco-albanaises, pour l'amitié grandissante entre notre peuple et le peuple albanais. L'Association compte de nombreux adhérents venus de tous les horizons. Mais, étant dans sa deuxième année d'existence, elle est loin de rassembler encore tous les

amis de l'Albanie. Les marxistes-léninistes doivent participer à tous les efforts pour renforcer le courant d'amitié avec l'Albanie, en se guidant sur la juste position rappelée par la présidence des A.A.F.A. dont nous citons quelques extraits :

« La présidence des A.A.F.A. rappelle avec force qu'une telle association, nouant des liens sans équivoque avec les autorités d'un pays étranger, pour mieux faire connaître la vie d'un peuple et les réalisations acquises dans une expérience originale, ne peut s'engager dans aucune activité politique concernant la France.

Que tel a été le principe constamment affirmé dans de telles associations, dans toutes les périodes où elles ont existé.

Que les amis de toutes tendances philosophiques, politiques et religieuses ont par conséquent leur place dans les rangs de l'Association, à la seule exception de formations ou d'individus qui font preuve d'une hostilité quelconque à l'égard de l'Albanie populaire.

Que tous les amis de l'Albanie ont leur place dans l'Association, quelle que soit la voie qu'ils ont conduite vers cette amitié : étude de la langue et des traditions populaires, respect pour un petit pays qui a conquis et préservé son indépendance nationale, adhésion aux principes qui guident les dirigeants et le peuple albanais...

Les A.A.F.A. ont la tâche de rassembler des éléments aussi divers et ne prétendent nullement au monopole de la diffusion de l'information et de l'analyse au sujet de la réalité albanaise. Bien au contraire, elles mettent leur matériel à la disposition de tous ceux qui, dans un cadre quelconque et sous leur propre responsabilité, entendent contribuer, d'une quelconque manière, au développement de l'amitié entre telle ou telle fraction du peuple albanais et du peuple français.

Qu'en conséquence, cette tâche sera menée à bien sans concession, ni à ceux qui prétendraient confisquer l'activité de l'Association au profit d'une organisation particulière, ni à ceux qui voudraient dissimuler le caractère des institutions de l'Albanie socialiste, ni à ceux qui souhaiteraient négliger l'amitié chaleureuse née à partir de contacts personnels ou collectifs lors de rencontres avec les hommes et les femmes d'Albanie. »

— □ —
Permanence des A.A.F.A. :
89 boulevard Exelmans, Paris-16^e.
Tél. 224-86-70.
— Lundi : 14 h à 19 h.
— Mercredi : 12 h à 18 h 30.
— Samedi : 9 h à 16 h.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

En supplément à réabonnement - B.M.	40
En supplément à réabonnement - R.C.	50
En supplément à réabonnement - M.J.P.	54
A.J. - En supplément à abonnement	15
Supplément à abonnement - M.Y.	4
Soutien au journal GRE	18
C.D.H.R. F. Marty N.	155
Soutien à la presse M.-L.	10
Un étudiant - Soutien à H.R.	11
Anonyme, Paris (en timbres)	6
Soutien à H.R.	5
Soutien à H.R.	10
Un Postier	5
Une lectrice	5
Soutien à H.R. - Albert	100
Soutien à H.R. - Un postier M.-L.	50
* Pourboire d'une fille de salle *	50
Anonymes	9
C.D.H.R. Gramaci	11
Un C.D.H.R. de Province	50
C.D.H.R. J. Staline C.	124
Un lecteur	0,50
Des anciens résistants (déc. et janv. 74)	50
D. - Soutien à H.R.	25
G. - Soutien à H.R.	20
S. - Soutien à H.R.	20
Le Comité de Rédaction de l'H.R.	180
Un travailleur de l'EDF	20
C.D.H.R. E. Varlin	38
C.D.H.R. Staline S.	5,25
C.D.H.R. Haplot	40,60
Un dessinateur	8
Un postier	6
Une infirmière	2
Un lycéen du Technique	5
Un instituteur	20
C.D.H.R. Denis Gemnitz	32,60
C.D.H.R. Paul Vaillant-Couturier	20
C.D.H.R. A. Marty	2,60
C.D.H.R. Flourens	300
A.L.T. - A bas l'impérialisme Français	5
Soutien à H.R.	8
Ni révisionnisme, ni gauchisme	100
Sur un marché	2
C.D.H.R. Stalingrad	320
C.D.H.R. Dimitrov	100
C.D.H.R. G. Moquet	9,50
Total	2 122,05
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R. 384 853,21	

Nous rappelons les dates de parution du journal pendant la période des fêtes de fin d'année :

- un numéro de 12 pages sortira le 20 déc.
- le suivant sortira le 3 janv. sur 8 pages.

Commandez,
collez massivement
nos affiches

OUVRIERES
FEMMES TRAVAILLEUSES



- POUR NOS REVENDICATIONS
- POUR PRÉPARER LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
- POUR LE SOCIALISME QUI SEUL APPORTERA AUX FEMMES LEUR LIBÉRATION COMPLÈTE
- ORGANISEZ-VOUS... REJOIGNEZ LES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES

L'HUMANITÉ rouge

TOUTS LES JEUDIS DANS LES KIOSQUES B.P. 25 75081 PARIS CEDEX 02

L'exemplaire 0,25 F

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Réponses sur l'Europe

Visiblement préoccupé des tendances à l'unification qui se développent en Europe de l'Ouest, « France-Nouvelle », l'hebdomadaire central du P.C.F., consacre sa une à l'Europe. C'est « neuf questions d'actualité sur l'Europe » qui font l'objet de neuf réponses. Malgré la confusion qui se dégage de ce document et l'embarras des plumitifs chargés de la besogne, on retrouve là les chevaux de bataille des révisionnistes sur cette question d'une importance décisive. Il suffit de voir les prises de position acharnées des divers partis sur ce sujet pour s'en convaincre. Parce qu'il nous semble important de développer l'attention du prolétariat révolutionnaire sur un phénomène d'importance internationale mais aussi nationale, une fois de plus nous reviendrons sur les problèmes de l'Europe. A cet effet, nous avons choisi de reprendre les neuf questions de l'hebdomadaire révisionniste et d'y apporter nos réponses.

S'interrogeant sur l'initiative inattendue de Pompidou de tenir un sommet européen les 15 et 16 décembre prochains à Copenhague, « France-Nouvelle » pose la question :

Pourquoi cette hâte ?

Effectivement, il y a eu brusque accélération du processus d'union européenne à la suite des récents événements du Moyen-Orient. Pour « France-Nouvelle » ce n'est là qu'un prétexte. Mais la réalité est plus profonde : à l'occasion de la guerre du Ramadan et surtout à la suite de son règlement par les deux super-grands, les dirigeants du capital monopoliste ouest-européen se sont rendus compte une fois de plus de la situation véritablement inacceptable de la position dans laquelle ils sont. Tout d'abord, ils se sont trouvés liés à la politique de soutien à l'agression sioniste des Américains ; d'autre part, ils se sont trouvés, au moment du diktat américano-soviétique, placés eux aussi devant le fait accompli. Dans les deux temps leur politique par rapport aux pays arabes, c'est-à-dire par rapport aux pays producteurs de 65 % de leur source d'énergie, était réduite à l'impuissance. C'est ainsi que le gouvernement ouest-allemand et d'autres gouvernements ont rechigné contre l'utilisation de leurs aérodromes pour ravitailler l'Etat sioniste : Kissinger s'en est plaint et le répétera prochainement à Bruxelles, seul le Portugal a été fidèle. Cette impuissance des divers pays ouest-européens devant une crise d'importance internationale, leur dé-

pendance vis-à-vis des deux super-grands les entraîne à s'unir plus rapidement. C'est là une bonne chose qui affaiblit le camp impérialiste.

S'il est vrai qu'un pouvoir européen aura pour tâche notamment de maintenir la dictature du capital ouest-européen en Europe, il n'en est pas moins vrai que ce n'est pas là aujourd'hui ce qui détermine l'accélération du processus d'union politique : croit-on qu'un pouvoir européen institutionnalisé soit nécessaire pour qu'interviennent en France, en cas de révolution prolétarienne, les autres pays impérialistes d'Europe ?

Est-ce une troisième force ?

On a vu que prise entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., l'Europe de l'Ouest, géant économique, est pourtant incapable d'appliquer sa politique. Cela tient fondamentalement à son absence de force militaire : le monde impérialiste étant régi par la loi de la jungle, seuls les plus forts imposent leur loi. C'est ainsi que jusqu'à ces dernières années les impérialistes américains contrôlaient bon gré mal gré l'Europe de l'Ouest. Le développement du Marché commun, du capital monopoliste ouest-européen les a durement touchés et l'évolution inéluctable est à l'aggravation des contradictions entre le capital monopoliste U.S. et le capital monopoliste ouest-européen : la crise pétrolière est en train de l'illustrer avec éclat. Cependant, l'Europe de l'Ouest demeure dépendante des Etats-Unis dans la mesure où elle ne dispose pas de force conséquente propre à assurer sa sécurité face à la pression de plus en plus forte des sociaux-impérialistes soviétiques. « France-Nouvelle » est évidemment bien incapable d'analyser ce phénomène, puisque cet hebdomadaire révisionniste se refuse à reconnaître que la présence d'une flotte puissante soviétique en Méditerranée alors que l'U.R.S.S. n'est pas un pays méditerranéen, ou le renforcement du potentiel de l'U.R.S.S. en Europe de l'Est, constituent une menace permanente, l'épée de Damoclès sur les pays européens. Dans cette situation, la seule façon pour les pays européens d'assurer leur indépendance, à l'abri de toute pression, c'est de se constituer en force autonome capable de tenir en respect les superpuissances. Il est vrai que l'impérialisme U.S. tente de se subordonner l'Europe de l'Ouest, il est également vrai que pendant quelques années encore l'Europe de l'Ouest ne peut assurer sa défense seule, mais il est égale-

ment vrai que les Etats-Unis ne protègent pas réellement les pays de l'Europe de l'Ouest : à cet égard, l'accord soviéto-américain de juin 73 a eu l'effet d'un électro-choc sur les dirigeants ouest-européens. En s'engageant à ne pas employer la force nucléaire l'un contre l'autre, U.S.A. et U.R.S.S. ne se sont pas engagés à ne pas employer l'arme nucléaire contre les alliés de l'autre. Cet accord, présenté par leur propagande mensongère comme un progrès de la détente, n'est en réalité rien d'autre que la porte ouverte à une rivalité accrue en recourant au besoin à la guerre conventionnelle. Pour l'Europe de l'Ouest, cela signifiait d'abord en tout cas la perte du parapluie nucléaire américain.

Dans quel contexte mondial ?

Cette troisième force, que les pays de l'Europe de l'Ouest souhaitent constituer, est ainsi le résultat direct d'une certaine situation internationale. Pour les révisionnistes, elle s'opposerait au concert de la « détente » engagé par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Mais là encore, la réalité est différente. L'U.R.S.S. préconise le respect des frontières en Europe mais elle-même occupe contre la volonté de son peuple la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. préconise la non-utilisation de la force ou de la menace de la force dans les rapports internationaux mais elle exerce une pression constante en Europe avec un arsenal inégalé. Dans le monde entier, des conflits sont en cours ou en préparation du fait de l'activité des deux super-grands, au Cambodge, au Pakistan, dans le golfe Persique, au Moyen-Orient, partout la rivalité constante des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. et leur volonté d'étendre leurs sphères d'influences prouvent que l'heure n'est pas à la détente.

Que recouvre la défense ?

Dans la réponse à cette question, l'hebdomadaire révisionniste développe la thèse absurde que, tandis que U.R.S.S. et U.S.A. sont surarmés, la défense doit être assurée d'abord par des traités, non par des armes. On se demande pourquoi pas plutôt avec des fleurs.

Pour étayer cette thèse stupide, « France-Nouvelle » ajoute : « ... le facteur militaire ne joue désormais plus un rôle aussi prépondérant en matière de sécurité (voir crise de l'énergie et au-delà), car l'importance

du fait politique ne cesse de croître ». Comme si l'indépendance d'une politique n'était pas liée à l'indépendance militaire, et comme si la guerre n'était plus la continuation de la politique sous d'autres formes.

Au-delà de ces questions qui portent sur le point le plus sensible des révisionnistes à l'heure actuelle, c'est-à-dire la question de la défense, c'est à un délayage à l'échelon européen du « Programme commun » qu'on assiste. C'est ainsi que le lecteur apprend que pour aller vers l'Europe des travailleurs, il faut développer les liens économiques avec les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S., qu'il faudrait mettre au pouvoir en France un gouvernement d'union populaire, supprimer la force de frappe, signer un pacte d'amitié avec l'U.R.S.S., toutes choses susceptibles de susciter « un grand élan chez les autres peuples d'Europe » et qu'en attendant il faut se livrer au crétinisme parlementaire au niveau européen, car le Parlement européen : « c'est un lieu de collaboration de classes où, pour l'essentiel (?), les communistes seuls ont des positions conséquentes avec l'Europe des travailleurs. Cependant, il devrait posséder un pouvoir de contrôle et d'élaboration plus étendu ». Comprenez qui pourra : les journalistes révisionnistes ne prennent pas le soin d'expliquer comment un organisme de collaboration de classes peut être utile aux travailleurs au point de devoir disposer de pouvoir de contrôle plus étendu.

Toujours est-il que l'article se termine sur les vastes perspectives tracées par Georges Marchais :

« ... Georges Marchais est allé à Londres rencontrer les travailleurs, à Rome où il a rencontré Di Martino, le secrétaire général du Parti socialiste italien, à Dortmund où il a rencontré des responsables du Parti socialiste allemand ».

Voilà les hommes avec qui se prépare « l'Europe des travailleurs », les Wilson, les Di Martino, les Brandt, des hommes de mains du capital monopoliste. En réalité, l'opération cautionnée par Brejnev consiste à gagner des dirigeants monopolistes en Europe de l'Ouest à la « collaboration » avec l'U.R.S.S. Dans des pays comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, il n'y a pas de parti révisionniste puissant, alors comme on est pressé il faut faire avec ce qu'on a. Le lecteur aura compris de lui-même que ce qui se prépare là c'est l'Europe soumise à la baguette de Moscou, cela n'a rien à voir avec une Europe « des travailleurs ».

LES COLIS DE NOEL

E-100

ROMANS CHINOIS

Contes de Ye Suan
La route étincelante
Lou Sin : nouvelles choisies
La grande moisson

Le tout 18,50 F
(port compris)

CARTES CHINOISES

Le canal drapeau rouge
Les monts Jsing kang
Le lac de l'Ouest
Vues de Pékin
Chaochan
Yénan

4 séries au choix ... 5,50 F
(port compris)

NOUVEAUTE

**Femmes chinoises
d'aujourd'hui**

Prix : 3 F
(port compris)

**E. 100 - B.P. 120
75962 Paris Cedex 20**

Conférence Internationale pour le Cambodge

Un succès pour la cause cambodgienne



Soldats de Lon Nol vaincus par les F.A.P.I.N.K. et se ralliant avec enthousiasme au F.U.N.C.

Les 8 et 9 décembre s'est tenue à Paris la première conférence internationale pour le Cambodge, tenue à l'initiative de la conférence de Stockholm sur le Vietnam et des « 52 organisations françaises qui agissent pour la paix en Indochine ».

1) Dans la déclaration finale, ont été clairement énoncées les positions de lutte et les exigences du peuple cambodgien combattant :

— cessation de l'agression américaine ;

— règlement par le peuple cambodgien de ses propres affaires sans ingérence étrangère.

La reconnaissance du G.R.U.N.C. a été explicitement exigée. Cette déclaration qui soutient intégralement les décisions de lutte du peuple cambodgien est largement positive.

2) La tenue de la conférence permet de mesurer l'ampleur des victoires populaires au Cambodge ; elle témoigne de l'autorité politique et morale que le F.U.N.C. et le G.R.U.N.C. ont conquis, en se battant les armes à la main sur le terrain. C'est un fait acquis de haute lutte ; bon nombre de ceux qui, il y a trois mois à peine, feignaient d'ignorer l'existence du gouvernement légal et légitime du Cambodge, sont contraints aujourd'hui de demander publiquement sa reconnaissance.

Le peuple cambodgien, en excellente situation sur le champ de bataille — 90 % du territoire, près de 6 millions d'habitants libérés — a acquis une excellente situation sur l'arène internationale ; à l'O.N.U., seules des manœuvres de procédure ont permis

aux agresseurs U.S. de repousser la discussion sur le rétablissement des droits du G.R.U.N.C. à l'année 1974, avec une majorité ...de 3 voix.

3) Ainsi, les journées du 8 et 9 décembre ont été l'occasion de rompre le silence sur l'agression américaine. La guerre de résistance cambodgienne ne doit pas être une « guerre oubliée » ; il n'y a pas une « guerre civile » au Cambodge, mais une guerre d'agression des impérialistes U.S. et une magnifique guerre populaire de libération nationale.

C'est cela qu'ont rappelé avec force le chef d'Etat Sihanouk dans son message à la conférence, ainsi que M. Thioun Prasith, chef de la délégation du F.U.N.C. et du G.R.U.N.C., dans son discours.

La solidarité indochinoise, active et sans faille, a été une nouvelle fois démontrée.

**« AIDE » U.S.
AU CAMBODGE**

— 2 millions de dollars d'aide militaire et économique par jour pour Lon Nol.

— Supplément accordé récemment par le Congrès U.S. : 200 millions de dollars.

— Budget de 275 millions de dollars débloqués pour de nouveaux bombardements : 117 000 tonnes de bombes.



C'est cela que nous devons populariser largement, contribuant modestement, mais avec sincérité, au soutien de la cause cambodgienne.

**Déclaration
de la Conférence (extraits)**

Renforcer d'urgence l'aide morale, politique et matérielle à la juste lutte du peuple cambodgien et multiplier leurs initiatives pour :

1. Exiger la cessation immédiate, totale et inconditionnelle de l'agression et l'intervention des Etats-Unis et de ses valets de Saïgon et de Bangkok ;

2. Exiger le retrait immédiat des conseillers, mercenaires et autres personnels militaires, ainsi que du matériel militaire, de même que la cessation de toute aide et soutien au régime des fantoches de Phnom Penh ;

3. Demander à tous les pays épris de paix, d'indépendance, de démocratie et de progrès de rompre, s'ils ne l'ont déjà fait, toute relation avec le régime de Phnom Penh et de reconnaître de jure le G.R.U.N.C. comme seul gouvernement légal et légitime du Cambodge et rétablir ses droits légitimes au sein de l'O.N.U. et en expulsant les représentants du régime de Phnom Penh ;

4. Exiger en fin de compte le respect des droits nationaux fondamentaux du peuple cambodgien afin qu'il puisse régler librement ses affaires intérieures sans ingérence étrangère conformément aux cinq points de la déclaration du 23 mars 1970 de Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et du F.U.N.C., développés dans le programme politique du F.U.N.C. et solennellement réaffirmés par le congrès national qui s'est tenu au 21 juillet 1973.

L'U.R.S.S. ET LE CAMBODGE

Nos lecteurs auront rectifié l'erreur parue en page 11 du n° 206 ; il est écrit :

« Et ils — les sociaux-impérialistes soviétiques — sont bien mal placés, eux qui, par exemple, n'ont pas rompu avec la clique fasciste de Lon Nol... »

A la suite d'une négligence technique, le terme « par exemple » n'a pas été remplacé par « pendant longtemps ». En effet, c'est au mois d'octobre 1973 seulement que le Gouvernement soviétique a reconnu le G.R.U.N.C. Nous avons donné cette information et un commentaire dans le n° 203 du journal, page 7.

Ce rectificatif nous donne l'occasion de revenir sur cette question.

1. Cette reconnaissance tardive est un succès de la lutte cambodgienne, et un succès du mouvement des pays non alignés qui ont soutenu la cause cambodgienne à Alger.

Les victoires cambodgiennes étaient trop éclatantes, leur écho trop retentissant dans le monde ; comme nous l'écrivions dans le n° 203 :

« Il a bien fallu redorer le blason un peu terni du soutien proclamé des peuples en lutte, sous peine d'être complètement déconsidéré et isolé face aux non-alignés. »

Aujourd'hui, près de 60 pays ont reconnu le G.R.U.N.C. : c'est un fait appréciable qui contribue à isoler les agresseurs américains.

2. Cette reconnaissance — contrainte — doit être replacée dans le cadre de la politique des dirigeants de Moscou vis-à-vis de l'Asie et de l'Indochine. Pour eux, la guerre du Viêt-nam est « finie ». Brejnev l'a déclaré en Inde, (le directeur de l'Agence Novosti dans une tribune libre au Monde également), aussi faut-il trouver une « solution pacifique » au problème cambodgien ! Et si Brejnev ne le dit pas si nettement, il ne manque pas de sous-fifres et de seconds rôles révisionnistes pour développer cette idée en long et en large ! Comme ne manquent pas les manœuvres et pressions soviétiques pour tenter de susciter « une troisième force » au Cambodge, et d'inspirer un « compromis politique » entre les patriotes et les traîtres lonnoliens !

Les dirigeants de Moscou n'ont pas abandonné leurs visées impérialistes sur le Sud-Est asiatique, qu'ils veulent faire passer sous couvert « d'un système de sécurité collective » qu'ils mettent en place en Asie du Sud (voir H. R., n° 208). Il ne manque pas de voix, inspirées par Brejnev, pour préconiser « cette

sécurité collective », synonyme de pillage économique et de contrôle politique.

3. Tout cela est loin de la réalité et des aspirations du peuple cambodgien et des peuples indochinois. Loin de la réalité : les menées américaines n'ont pas cessé au Viêt-nam et au Laos, l'agression américaine déguisée continue au Cambodge. Loin des aspirations et de la volonté des combattants cambodgiens : pas de « solution politique », « pas de compromis avec les traîtres ». C'est au peuple cambodgien, et à lui seul de décider de son sort. Personne n'a le droit ni le pouvoir de lui dicter un quelconque ordre ; aussi les arrières-pensées et les ambiguïtés soviétiques — le délégué soviétique a bien mollement défendu la cause du G.R.U.N.C. à l'O.N.U. —, sont-elles vouées à l'échec ; riche d'une solide expérience politique, diplomatique et militaire, la Résistance cambodgienne impose — d'ores et déjà — sa volonté aux agresseurs et à tous ceux qui rêvent de lui confisquer sa victoire. D'ores et déjà, la Résistance a imposé la reconnaissance de son gouvernement légitime ; elle imposera demain, l'existence d'un pays indépendant, démocratique et neutre au sein d'une Indochine libérée et indépendante.